



Résumé

Aujourd'hui, l'élection reste la norme et non l'exception en Afrique subsaharienne contrairement à la période d'avant 1990 où les pays au sud du Sahara n'avaient quasiment pas connu d'alternatives démocratiques. Et bien qu'il soit généralement admis que des élections à elles seules ne font pas une démocratie, on reconnaît aussi que des élections multipartites constituent un pilier indispensable de la gouvernance démocratique. Or justement, la vague de démocratisation qui a commencé au début des années 1990 a facilité dans certains pays africains l'émergence d'institutions démocratiques essentielles à la tenue d'élections crédibles. Aussi au-delà de certaines réalisations qui permettent de dire que l'Afrique s'est engagée sur le chemin de la démocratisation, existe-t-il aujourd'hui d'autres acquis qui laissent croire que les Etats africains veulent consolider et renforcer leur démocratie. Toutefois, cette peinture glorieuse ne doit pas tromper : plus d'une vingtaine d'années après les premières expériences d'organisation d'élections libres et compétitives en Afrique, le bilan que l'on peut en faire reste assez contrasté et bien en deçà des attentes en termes de consolidation démocratique. Celle-ci nécessite des démocrates à même d'assimiler les normes et institutions de gestion des élections.

Introduction

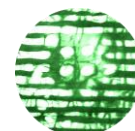
Aujourd'hui, l'élection reste la norme et non l'exception en Afrique subsaharienne. Cette routinisation constitue un saut qualitatif quand l'on sait qu'avant 1990, les pays au sud du Sahara n'avaient quasiment pas connu d'alternatives démocratiques. A l'époque le coup d'Etat ou l'insurrection populaire semblait être la seule façon de renverser des régimes dictatoriaux (Pérouse de Montclos, 2010 : 6). Et bien qu'il soit généralement admis que des élections à elles seules ne font pas une démocratie, on reconnaît aussi que des élections multipartites constituent un pilier indispensable de la gouvernance démocratique (Fomunyoh, 2009 : 4). Or justement, la troisième vague de démocratisation qui a commencé au début des années 1990 a facilité dans certains pays africains l'émergence d'institutions démocratiques essentielles à la tenue d'élections crédibles. Il s'agit d'organes indépendants de gestion des élections¹, de groupes non partisans de surveillance électorale de la société civile et de médias

¹ - Sur le plan opératoire, la création de ces commissions électorales nationales indépendantes ou autonomes, à côté du ministère de l'Administration territoriale, sanctuaire habituel des cuisines électorales, constitue une étape importante de renforcement et de garantie des droits et libertés fondamentaux. Elle permet, d'une part, d'instaurer du moins théoriquement une tradition d'indépendance et d'impartialité en vue d'assurer la transparence des élections et, d'autre part, de gagner la confiance des électeurs, des partis et mouvements politiques. Dans ce prolongement, les juridictions constitutionnelles et ordinaires, juges de la régularité des opérations électorales nationales et locales, n'hésitent pas à procéder à la rectification matérielle des résultats, voire à leur annulation pour absence d'un nombre suffisant d'assesseurs tel que prévu par la loi électorale. « Ce sont là quelques indices, et non des moindres, qui attestent d'une métamorphose politique vis-à-vis de l'élection et d'une nouvelle vision du politique en Afrique » (Dodzi Kokoroko, 2009 : 117-118).



indépendants. Les partis politiques ont suivi des formations et ont déployé des scrutateurs pour surveiller le processus électoral, tandis que des services de sécurité professionnels ont veillé à ce que les candidats politiques et leurs supporters mènent librement des activités de campagne et votent dans le respect de leurs droits constitutionnels (voir Colloque sur les élections en Afrique, 2009 : 1). Le document de Durban de l'Union Africaine en 2002 qui instaure les élections comme fondement de l'autorité d'un gouvernement déclare que les élections sont l'élément-clé de la bonne gouvernance et place sur les États-Membres de l'UA la responsabilité d'organiser des élections adhérant aux principes électoraux démocratiques. En janvier 2007, l'UA a adopté la « Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance » ; ce document souligne l'importance des élections démocratiques crédibles sur le continent. Dès le préambule, la Charte souligne la nécessité « d'enraciner dans le continent une culture d'alternance politique fondée sur la tenue régulière d'élections transparentes, libres et justes, conduites par des organes électoraux nationaux, indépendants, compétents et impartiaux ». Son article 10 dispose que « les Etats parties doivent s'assurer que le processus d'amendement ou de révision de leur Constitution repose sur un consensus national comportant, le cas échéant, le recours au référendum » et que : « tout amendement ou toute révision des Constitutions ou des instruments juridiques qui porte atteinte aux principes de l'alternance démocratique » constitue un changement anticonstitutionnel de gouvernement et est passible de sanctions appropriées de la part de l'Union (art. 23 al. 5). La Charte fixe ainsi des objectifs très ambitieux qui, s'ils sont poursuivis par les Etats africains sont à même d'insuffler une dynamique réelle sur le chantier de l'édification des Etats de droit en Afrique.

De leur côté, des entités subrégionales, notamment la CEDEAO et la SADC, ont adopté des protocoles visant à promouvoir la gouvernance démocratique et de meilleures normes électorales. Enfin, au plan international, la communauté internationale manifeste par l'observation des élections son intérêt et son attachement au développement d'élections démocratiques dans le cadre plus général de son soutien à la démocratie, à l'Etat de droit et aux droits de l'homme en Afrique. Il est reconnu internationalement que les citoyens ont le droit de prendre part à la direction des affaires publiques en votant ou en étant élu lors d'élections périodiques honnêtes. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme donne aux citoyens le droit d'élire leurs représentants à travers des élections honnêtes. En tant que membres des Nations Unies, tous les pays africains ont ratifié la Déclaration Universelle et bon nombre d'entre eux font référence à ses dispositions dans les préambules de leurs constitutions respectives. Tandis que la mise en œuvre de ces normes varie selon les Etats-membres, ces engagements publics montrent qu'il existe en Afrique la volonté politique de promouvoir et d'organiser des élections crédibles. Aussi au-delà de certaines réalisations qui permettent de dire que l'Afrique s'est engagée sur le chemin de la démocratisation, existe-t-il aujourd'hui d'autres acquis qui laissent croire que les Etats africains veulent consolider et





renforcer leur démocratie. Cette contribution vise à cerner ce problème de consolidation démocratique. Un préalable conceptuel s'impose pour préciser la consistance de la démocratie consolidée dans la première partie de cette étude. La deuxième partie porte sur le bilan électoral mitigé en Afrique ; nous nous pencherons ici sur les imperfections du processus électoral, par-delà certains jalons démocratiques réalisés, pour enfin, dans la troisième partie, lever le voile sur les résistances multiformes qu'il convient de vaincre, pour ancrer l'Afrique dans le giron démocratique.

1- Les paramètres de la consolidation démocratique

La construction de l'Etat, qui a supplanté les autres modes d'organisation sociale et politique, a permis de valoriser la « légitimité légale-rationnelle » au détriment des légitimités « traditionnelle » et « charismatique », selon la conception de Max Weber. La force de cette légitimité légale-rationnelle est qu'elle fait exister les citoyens en tant qu'individus libérés des formes d'allégeances sociales et capables de faire un choix rationnel. La période électorale est donc un moment de contact et d'échange entre les citoyens et celles et ceux qui aspirent à les représenter. C'est aussi l'occasion pour les candidats de rivaliser à partir de leurs programmes et d'investir l'espace public pour convaincre les citoyens, pour confronter leurs idées, leur vision de la Cité. Les campagnes électorales sont des moments forts de discussion de la chose publique. Elles renforcent le sentiment d'appartenance nationale et forgent la citoyenneté (Mouctar Diallo, 2011 : 2). Mais si l'élection est ainsi un instrument d'analyse pertinent de la démocratie, à elle seule, elle ne suffit pas pour mesurer la vitalité démocratique d'un pays.

1-1- L'élection n'est pas la démocratie

A propos du concept organisateur de cette réflexion, la démocratie, il est difficile d'obtenir un consensus. Il serait fastidieux de reprendre les discussions et controverses sur cette notion, des conceptions centrées sur les critères institutionnels à celles considérant l'égalité socio-économique et l'existence d'une culture démocratique de l'inclusion sociale et de la participation comme condition *sine qua non* d'une société démocratique. On constate que beaucoup d'observateurs, à la suite du travail pionnier et désormais classique de Robert Dahl (*Polyarchy. Participation and Opposition*, New Haven, Yale University Press, 1989) privilégient l'existence d'une compétition réelle et d'une participation effective. La démocratie suppose l'existence des diverses institutions étatiques, les instances garantes de la règle de droit, les partis intermédiaires entre la société civile et l'Etat, et une culture politique (von Meijsenfeldt, Santiso et Otayek, 1998: 58; voir Bratton et van de Walle, 1997). Elle exige donc un changement de style au niveau du gouvernement: les partis au pouvoir comme ceux d'opposition doivent changer de mentalité; il n'est plus question de s'approprier l'Etat au profit d'intérêts particuliers mais de le gérer dans l'intérêt général. Les citoyens doivent eux aussi évoluer et cesser d'être des bénéficiaires passifs des largesses du pouvoir, ou les victimes tout aussi passives de ses abus, pour devenir des partenaires actifs de l'Etat. Ce



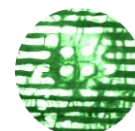


dynamisme du système politique exige l'organisation à intervalles réguliers et fixes, d'une concurrence électorale qui soit rigoureusement impartiale afin de garantir la légitimité des élus. La concurrence pour le pouvoir requiert en outre une large acceptation des systèmes d'alternance et la possibilité pour ceux qui occupent des fonctions publiques de se retirer dignement (Meijenfehdt, Santiso et Otayek, 1998: 58).

Afin de garantir qu'un gouvernement est effectivement fondé sur le consentement des gouvernés, que la politique gouvernementale est bien le reflet d'une réflexion et d'une décision populaire, il existe un certain nombre d'institutions créées à cette fin. En premier lieu et depuis Schumpeter, on trouve toute la gamme de libertés civiles. Il ne peut y avoir de véritable consentement là où n'existe pas la liberté de parole, de la presse, de la réunion, etc. Les individus doivent être protégés contre des arrestations et des emprisonnements arbitraires, contre les décrets abusifs trop fréquemment employés dans le passé pour réduire au silence l'opposition politique, etc. L'existence de ces libertés civiles n'assure pas que la politique gouvernementale sera le reflet des débats populaires, mais de tels droits civils sont destinés à assurer un climat de liberté dans lequel ces débats peuvent avoir lieu sans crainte de représailles politiques. Indépendamment des libertés civiles, toute démocratie exige une assemblée législative élue par le peuple afin d'établir les textes législatifs émanant de la volonté du peuple. Il ne doit exister aucune entrave au droit de vote ou à l'occupation d'une fonction publique. L'âge, le lieu de résidence et la citoyenneté sont habituellement les seules exigences légales indispensables pour pouvoir voter ou exercer une fonction publique. Si l'on veut que les élections soient sincères et libres, l'électeur doit être protégé contre toute contrainte et toute corruption, et les résultats de ces élections doivent être à l'abri de toute fraude ou manipulation (Hallowell, 1970: 79-80; voir Diamond et Plattner, 2001: X; CGD, 2008 ; Cyllah, 2010). Bien que nous soyons d'accord avec ce consensus définitionnel, nous reconnaissons que les élections à elles seules ne font pas une démocratie. L'erreur serait de tomber dans le « piège de l'électorisme » en oubliant que la consolidation démocratique est un processus autrement plus long et complexe qui fait appel à de multiples variables politiques, institutionnelles, économiques ou culturelles; toutefois, les élections en constituent la pierre angulaire et aucune autre institution ne la précède dans ce processus (Bratton et van de Walle, 1997: 13; Diamond et Morlino, 2005: X-XI).

1-2- La consolidation

A la faveur des vagues de démocratisation vécues par de nombreux pays, la « transitologie » a été confrontée à de nouvelles questions et a évolué pour donner naissance à la « consolidologie », laquelle, pose la question des conditions de l'irréversibilité du changement démocratique, de la qualité de la démocratie. Une telle question porte en elle-même ses propres limites puisque, aucun régime démocratique au monde ne peut prétendre à la stabilité sûre et certaine. Elle a le mérite cependant de permettre une réflexion sur les facteurs de l'ancrage de la démocratie (Blanquer, 2001 : 38-39). Et comme dans les études portant sur la



démocratie, celles axées sur la consolidation doivent composer avec de nombreuses difficultés analytiques et méthodologiques, qui ne sont pas étrangères aux différentes conceptions de la démocratie elle-même. En effet, la définition du concept de consolidation démocratique dépendra étroitement de la définition de démocratie qui lui sert de référence. A une définition étroite de la démocratie, en tant que type spécifique de régime politique, correspondra une définition étroite de la consolidation, tandis qu'à une définition large de la démocratie, conçue non seulement comme un régime politique, mais comme un système économique et social spécifique, correspondra une définition large de la consolidation. Mais, même parmi les chercheurs partisans de limiter la démocratie au niveau strictement politique, les conceptions de la démocratie ainsi que celle de la consolidation varient énormément (Ducatenzeiler, 2001 : 191-192). Mais bien qu'elles semblent assez neutres, les définitions enveloppent généralement des présupposés normatifs concernant le seuil à partir duquel un régime démocratique est considéré stable et consolidé. Un survol rapide des indicateurs communément acceptés révèle que la conformité des comportements politiques aux règles politiques constitue à quelques exceptions près le standard universel. Les théories de la consolidation par conséquent tendent à définir de façon arbitraire quels sont les acteurs à prendre en considération. L'affirmation classique est qu'un régime est consolidé lorsque les acteurs « significatifs » ou « majeurs » (Valenzuela, 1992 : 70) agissent en conformité avec les règles ou dans un horizon temporel ne supposant pas de changement de régime.

Pour analyser les transitions, ce sont les facteurs contingents qui sont mis en avant : les rapports entre acteurs, les stratégies, les choix et les processus, la temporalité. Par contre, pour analyser les post transitions ou consolidations (quel que soit l'objet de la consolidation d'ailleurs, la démocratie ou le maintien des précédents autoritaristes), c'est sur les institutions mises en place et les nouvelles règles du jeu que les analyses insistent : pendant la transition ce sont les acteurs qui font les institutions, pendant la consolidation, ce sont les institutions qui font les acteurs. Après la transition formelle circonscrite dans le temps, il faut apprendre et consolider la démocratie dans un temps qui lui est indéterminé. Par contraste avec la transition, la consolidation fige le jeu avec la mise en place des institutions et règles nouvelles qui avalisent et/ou limitent les ressources autorisées aux divers acteurs. Avec la consolidation, la décision et l'action politique doivent revenir dans l'espace institutionnel, ce qui n'est pas évident alors que pendant la transition elles se situaient au niveau des jeux d'influence où l'arène est la rue, où priment les ressources de mobilisation (Thiriot, 2002 : 285).

L'objet de la « consolidologie » n'est donc pas le changement de la nature des régimes politiques mais le degré d'institutionnalisation des règles les définissant. La démocratie est consolidée quand celle-ci devient « la seule règle du jeu » (*the only game in town*) (Linz et Stepan, 1996) ; cela signifie que personne ne pense à agir en dehors des institutions démocratiques ou n'aspire à accéder au pouvoir par des moyens non démocratiques. La consolidation est un processus par lequel sont établies les structures et les normes

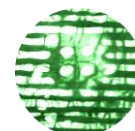


démocratiques, ainsi que les relations entre le régime politique et la société civile. Ce processus suppose un renforcement du régime démocratique qui permet de prévenir toute crise éventuelle de ce dernier (Morlino, 2001 : 247). Les théories de la consolidation tendent par conséquent à privilégier l'étude du « consensus social » (Ethier 1990) qui se forme autour des nouvelles ressources institutionnelles et procédurales, d'abord au niveau une élite politique et ensuite au niveau de l'ensemble des citoyens. Deuxièmement ces théories voient dans ce consensus non pas l'agrégation d'une multitude de choix (à travers lesquels les acteurs politiques accepteraient les nouvelles règles), mais un effet engendré par l'existence même de nouvelles règles et institutions. C'est ce qu'on entend généralement par les termes d'« habitude » ou d'« assimilation », notions fort différentes de celle de « culture politique » qui implique qu'un tel consensus soit le résultat une disposition intergénérationnelle, constituée dans le long terme, invariante et enracinée dans les structures de socialisation pré-politique (Guilhot et Schmitter, 2000 :619- 620).

Consolidation des démocraties, cependant, ne signifie pas que tout recours aux anciennes méthodes autoritaires est rendue impossible. Le véritable test de la consolidation est donc, peut-être, qu'une démocratie autoritaire puisse résister à la pression en temps de crise. La consolidation des démocraties est une question plus délicate que celle de leur établissement. Durant les transitions, il y a un très large consensus sur l'opportunité de se débarrasser de l'ancien régime. Par contre, lors de la consolidation, les décisions doivent être prises tandis que la force d'intégration d'un ennemi commun est absente. Le dilemme de départ à cet égard est que les nouvelles élites ne sont pas homogènes. Alors que l'abolition de la dictature était profitable pour tous les segments des nouvelles élites aspirant au pouvoir, la mise en place des institutions démocratiques ne peut pas être profitable pour tous. La peur de ne pas gagner les élections peut aussi rendre le consensus difficile à réaliser pour ainsi consolider la démocratie. Enfin, une fois au pouvoir, les élites ont des avantages qui peuvent facilement conduire à une certaine forme d'oligarchie (Nova, 2011 : 1-2).

Cela dit, quatre principaux critères de la consolidation démocratique émergent de la littérature (voir Gazibo et Jenson, 2004 :176) :

- Le double *turnover test* ou test de la double alternance (Samuel Huntington) : une démocratie est consolidée lorsqu'elle a connu deux alternances au pouvoir à partir des premières élections libres. Le problème, c'est qu'un système peut être consolidé sans qu'il y ait alternance en raison par exemple de la présence d'un parti dominant ou d'une coalition de partis dominante au pouvoir à la suite d'élections sincères et transparentes.
- Le test générationnel ou de longévité : une démocratie est consolidée lorsqu'elle a fonctionné sur une vingtaine d'années et est passée par des élections régulières et libres même si elle n'a pas connu d'alternance. Le problème, c'est qu'un même parti continuant au





pouvoir finit par s'identifier au régime et à l'Etat et aboutit à un « électoralisme vide de sincérité » (David Beetham).

– Le test de comportement: la démocratie est consolidée lorsque les valeurs démocratiques sont passées dans les mœurs et les attitudes des gens, donc quand elles

ont pénétré les représentations populaires.

– Le test des crises ou chocs substantiels: la démocratie est consolidée lorsqu'elle a subi des crises ou des chocs substantiels sans avoir succombé.

Dans cette étude, quel que soit le critère retenu, la problématique de la consolidation démocratique renvoie avant tout à un double questionnement : celui de l'alternance et celui de la sincérité du jeu démocratique. L'organisation d'élections réussies est perçue comme un signe de vitalité démocratique surtout quand cette élection favorise l'alternance au pouvoir². Celle-ci, du fait qu'elle favorise la participation des citoyens aux affaires publiques et stimule le renouvellement continu de la classe politique, est l'une des pistes qu'il convient de privilégier dans la prévention des changements anticonstitutionnels. Elle est susceptible d'étouffer les velléités de changements anticonstitutionnels de gouvernement s'appuyant sur le nombre indéterminé de mandats présidentiels dans certains Etats africains (voir Kazadi Mpiana, 2012 : 103). Or, le déficit de démocratie sur le continent africain, a, entre autres, été surtout perçue sous l'angle de l'absence d'alternance, de l'accaparement du pouvoir par les gouvernants, du non-renouvellement de la classe et des élites politiques.

² - On appelle alternance « la permutation de deux partis ou de deux coalitions au pouvoir et dans l'opposition. En fait, dans le respect du régime en vigueur, elle opère un changement de rôle entre des forces politiques situées dans l'opposition, qu'une élection au suffrage universel fait accéder au pouvoir et d'autres forces politiques qui y renoncent provisoirement pour entrer dans l'opposition » (Quermonne, 2000 :8). Cette permutation s'opère sans changement de régime sans pour autant exclure les révisions constitutionnelles. L'alternance concilie donc la continuité des institutions avec le renouvellement des élites. L'alternance n'est pas la seule forme possible de démocratie pluraliste. Elle n'est pas en effet pratiquée en Suisse par exemple ou dans d'autres pays authentiquement démocratiques, qui se contentent de « majorités permanentes à géométrie variable ». Et même dans les pays scandinaves qui la pratiquent aujourd'hui, certains partis, les partis sociaux-démocrates, ont eu à gouverner continûment pendant des décennies, voire un demi-siècle, comme ce fut le cas au Danemark, en Suède, au Japon, etc. Si nul ne remet en cause le caractère démocratique de ces régimes qui ne pratiquent pas l'alternance ou qui la pratiquent peu, c'est parce qu'ils reposent sur d'autres piliers démocratiques : constitutionnalisme, Etat de droit, indépendance de la justice, élections compétitives et sincères, surveillance et vigilance citoyenne, etc. autant de critères qui, dans les pays africains rétifs à l'alternance, sont loin d'être assurés. Dans ces pays africains, l'absence d'alternance n'est rien d'autre qu'un révélateur du déficit démocratique. On comprend dans ces conditions pourquoi certains auteurs soulignent avec force que l'alternance caractérise aujourd'hui « les démocraties qui fonctionnent », qu'elle est devenue le critère d'un régime démocratique (CGD ; 2008 : 8-9).





2- L'Afrique : un bilan électoral mitigé³

Dans le domaine de la gouvernance et de la démocratie, 23 pays africains ont tenu des élections démocratiques entre août 2011 et mars 2013. La tenue d'élections au Niger a parachevé une importante transition d'un régime militaire à un régime civil et les élections législatives en Côte d'Ivoire ont contribué à consolider la paix après la crise postélectorale de 2011. Les élections tenues en Zambie, au Sénégal et au Lesotho, respectivement en septembre 2011 et en mars et mai 2012, y ont apporté des changements pacifiques de gouvernement, enracinant davantage la pratique démocratique. En outre, la République démocratique du Congo a tenu des élections (présidentielle et législatives) en novembre 2011 et le Libéria a tenu un référendum constitutionnel en août 2011 et des élections (présidentielle et législatives) en novembre 2011. Il s'agissait de la deuxième série de scrutins depuis la fin de la guerre dans les deux pays. La Sierra Leone a également parachevé sa transition démocratique en tenant des élections en novembre 2012. Les progrès en matière d'élections et de démocratie ne sont pas allés sans difficultés : des élections au Mali et en Guinée-Bissau ont été reportées à la suite de coups d'État, en mars et avril 2012 respectivement⁴.

Nonobstant cette routinisation du vote mais aussi l'élaboration de protocoles régionaux favorisant les principes démocratiques attestant d'un environnement de plus en plus favorable à l'enracinement de principes et de pratiques démocratiques, le bilan électoral de l'Afrique reste mitigé. Ainsi, au-delà de certaines réalisations qui permettent de dire que le continent s'est engagé sur le chemin de la démocratisation, il existe aujourd'hui d'autres acquis qui laissent croire que les Etats africains veulent consolider et renforcer leur démocratie. Il est possible de résumer les progrès ainsi réalisés en trois grandes tendances : la consécration d'une démocratie constitutionnelle, l'édification progressive de l'État de droit et l'organisation d'élections disputées et transparentes (Guèye, 2009 : 7 ; Cyllah, 2010). Toutefois, la volonté politique de respecter de tels engagements varie considérablement d'un pays à l'autre. Et sur le terrain des élections qui nous concerne, plus d'une vingtaine d'années après les premières expériences d'organisation d'élections compétitives en Afrique, le bilan que l'on peut en faire reste assez contrasté, à l'image des expériences nationales de «démocratisation» elles-mêmes. Il existe des cas plutôt heureux, dans lesquels les organes en charge du processus électoral (Commissions électorales et Cours constitutionnelles notamment) ont bien réussi leur mission de gestion (ou d'organisation) des élections. On peut tout autant relever des expériences plus mitigées, appelant un jugement plus pondéré. Il est enfin possible de noter des cas plus préoccupants, dans la mesure où les organes en charge du

³ - Sur le bilan électoral mitigé en Afrique, lire notamment Guy Rossatanga- Rignault (2011) processus électoral en Afrique, Dodzi Kokoroko, 2009 : 115-125 ; Babacar Guèye, 2009 : 5-26.

⁴ - Après une crise aiguë qui a vu l'intervention des troupes françaises et tchadiennes pour sauver le Mali des pressions sécessionnistes touarègues et djihadistes, le Mali a organisé avec succès en 2013 l'élection présidentielle qui a vu la victoire d'IBK.



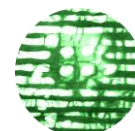
processus électoral ont dans une large mesure failli à leur mission, compromettant leur crédibilité et laissant peser de lourdes hypothèques sur le climat sociopolitique (Hounkpe et Madior Fall, 2010 :1-2 ; Kokoroko, 2009: 115-116). Comme souligné à l'introduction, c'est à l'examen de ces faiblesses du processus électoral et démocratique que nous nous attelons dans cette communication.

2-1- Des élections imparfaites et déstabilisatrices de l'ordre politique

Si on conçoit la démocratie politique comme une méthode, comme un mécanisme pour choisir les dirigeants politiques, comme un arrangement institutionnel pour choisir des leaders qui gouverneront entre deux élections, la consolidation démocratique sera interprétée comme le processus d'institutionnalisation des règles qui permet la répétition des élections. L'accent est mis sur la durabilité et l'efficacité de la procédure électorale, sur l'absence de crises ; prise dans ce sens cette conception se rapproche de l'ancienne définition de la stabilité politique⁵. Dans cette optique, les élections n'ont pas toujours répondu aux attentes démocratiques car elles donnent constamment lieu à critique par une rhétorique forgée autour de notions telles que le tripatouillage, le hold-up, l'instrumentalisation de la loi électorale, etc. On peut dès lors s'interroger sur leur pertinence lorsqu'elles servent uniquement à légitimer des pouvoirs, à renforcer des pouvoirs autoritaires par le détournement du suffrage universel par des clans et des intérêts privés. L'élection présidentielle, notamment, est devenue dans certains pays une simple formalité administrative, un simple vernis démocratique dont certains n'hésitent plus à demander la suppression.

Au Sénégal par exemple, l'opposition dite significative regroupée au sein du Front « *S'iggil Sénégal* » avait décidé de boycotter les élections législatives du 3 juin 2007 au motif que le fichier électoral n'était pas fiable (Guèye, 2009 : 23). Pareilles contestations avaient émaillé d'autres scrutins un peu partout en Afrique, notamment en Centrafrique en 1998, au Burkina Faso en 2000, au Togo en 2005, au Gabon en 2001, au Cameroun en 1997 et en Côte d'Ivoire en 1995, au Zimbabwe en 2005 et 2008. Au Kenya, une grave crise sociopolitique était née de l'élection présidentielle du 27 décembre 2007. En effet, la sincérité des résultats de l'élection, consacrant la victoire de Mwai Kibaki, avait été contestée à bon droit par l'opposition et s'en était suivie une crise politique particulièrement meurtrière. Cette situation est d'autant plus regrettable que ce pays avait réussi une alternance démocratique remarquable en 2002. L'opposition regroupée dans la coalition nationale Arc-en-ciel derrière son leader Mwai

⁵ - Il est vrai que si on se réfère à cette définition, la majeure partie des pays connaîtrait des démocraties consolidées dans la mesure où il semble y avoir une certaine ritualisation des élections. Cette approche qui consiste à examiner presque exclusivement les institutions électorales a l'avantage d'être facile à opérationnaliser et permet d'identifier clairement les démocraties consolidées. La consolidation regardée sous cet angle, les anciens régimes bureaucratique-autoritaires de l'Europe du Sud, de l'Amérique latine, de l'Europe de l'Est et de l'Asie de l'Est seraient devenus des démocraties au même titre que les anciennes démocraties libérales (Ducatenzeiler, 2001 : 192).





Kibaki avait alors remporté les élections présidentielle et législatives contre le président sortant Daniel Arap Moi. Tout le monde s'accorde à dire que les autorités kenyanes auraient pu épargner en 2007 les 1300 pertes en vies humaines et les 600.000 déplacés, si elles avaient respecté le suffrage populaire issu des urnes (voir Report of the Commonwealth Observer Group. Kenya Elections, 2013 : 4).

L'élection présidentielle ivoirienne des 31 octobre (premier tour) et 28 novembre 2010 (deuxième tour) était l'aboutissement d'un long, complexe et coûteux processus de sortie de crise, initié en 2007 par la signature de l'Accord Politique de Ouagadougou. L'organisation très attendue de ces élections répondait aussi aux conditions énumérées dans des Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations unies. A travers ce scrutin, l'enjeu essentiel consistait à mettre un point final à une période de 11 années de crise politique intense et de normaliser les relations perturbées que la Côte d'Ivoire entretient avec la Communauté internationale. Cette élection que tous les ivoiriens appelaient de leur vœu et que bon nombre d'africanistes avertis considéraient comme la clé de voûte du processus de sortie de crise, voire la condition *sine qua non* pour l'instauration d'une paix durable dans le pays, s'est révélée être la source de graves tensions, du fait des contradictions entre les résultats proclamés d'une part par la Commission électorale, déclarant Alassane Ouattara vainqueur et d'autre part, ceux du Conseil constitutionnel, organe à la solde du président sortant Laurent Gbagbo, et déclarant ce dernier aussi vainqueur, toutes choses qui aboutirent au fait inédit d'une Côte d'Ivoire avec à sa tête deux chefs d'Etat. Les différentes initiatives diplomatiques, les nombreuses médiations sous-régionales et les appels incessants de la communauté internationale pour une sortie pacifique de la crise ne purent trouver d'écho favorable auprès des différents protagonistes ivoiriens. Une situation qui de mois en mois, plongea le pays entier dans un climat délétère. Le dernier bilan officiel de cette crise fait état de plus de 3000 morts et de plus d'un million de personnes déplacées.

La rétention des résultats du scrutin présidentiel obéit à la même logique de perpétuation du pouvoir et constitue une forme d'entrave à la libre expression du suffrage populaire et à l'alternance. Ainsi, au Zimbabwe, plus d'un mois après le scrutin présidentiel du 29 mars 2008, le régime du président Robert Mugabe a usé du subterfuge du recomptage des voix pour tenter d'inverser les résultats de l'élection, avant de publier finalement des résultats manifestement préfabriqués. Ces manœuvres lui permirent de se maintenir pour le second tour contre l'opposant Morgan Tsvangirai dont le parti avait déjà remporté les élections législatives avec une confortable majorité. Mais ce dernier, qui était pourtant arrivé largement en tête à l'issue du premier tour selon les résultats officiels, fut contraint de se retirer de la course pour mettre un terme aux intimidations, aux actes de violence et arrestations arbitraires perpétrés contre ses partisans par l'armée et la police zimbabwéenne dans l'entre-deux-tours. Ce retrait a permis à Robert Mugabe, unique candidat au second tour, d'obtenir 85 % des voix à l'issue d'un scrutin marqué par un très fort taux d'abstention. Cette élection entachée de



multiples irrégularités est qualifiée par la plupart des d'observateurs de simulacre de démocratie. Ailleurs, au Nigeria⁶, au Cameroun⁷, Tchad, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, etc., la même logique de perpétuation des régimes en place a été à l'origine du dévoiement du processus électoral. Or, l'acte électif n'a de sens, au fond, que s'il permet à terme l'alternance démocratique, c'est-à-dire s'il réunit les conditions d'un changement de régime sans effusion de sang, l'alternance étant un puissant indicateur de l'enracinement d'une expérience démocratique. Or les manipulations électorales, intimidations et recours à la force qui émaillent bien des élections en Afrique sont les signes du refus d'accepter les règles du jeu démocratique, souvent à l'origine de troubles postélectoraux.

2-2- Faible alternance politique, restauration autoritaire et résurgence des coups d'Etat

Alors que la démocratie multipartite est devenue la norme en Afrique, l'alternance politique entre partis est rare. Depuis 2000, seuls 14 des 51 Etats ont connu un transfert de pouvoir entre partis politiques (Bénin 2006, Cap Vert 2011, Les Comores 2006, Ghana 2008, Liberia 2005, Malawi 2012, Mali 2002, Mauritanie 2007, Maurice 2000 et 2005, Sao Tomé et Princes 2001, Sénégal 2012, Sierra Leone 2007, Zambie 2011). La transition politique engagée en Afrique depuis 1990 a ainsi conduit à des expériences diverses, allant des alternances plus ou moins réussies à des situations chaotiques (Congo, Côte d'Ivoire, RCA), ou tout moins à *un statu quo* (Cameroun, Guinée équatoriale, Tchad, etc.) sans oublier la succession patrimoniale au Togo et en RDC. A la vague d'enthousiasme engendrée par la multiplication des transitions démocratiques a succédé une période de désillusion profonde. Non seulement, la mise en place de régimes démocratiquement élus n'a pas sorti l'Afrique du marasme économique, mais, sur le plan politique, le processus s'est révélé réversible. L'élection libre et honnête semble démentie dans nombre de pays d'Afrique noire francophone et justifie qu'on se pose la question de savoir si les élections qui se déroulent dans ces pays sont des « élections comme les autres », c'est-à-dire des moyens crédibles de promotion des alternances démocratique et politique. En d'autres termes, les élections s'inscrivent-elles dans les progrès de l'Etat de droit ou charrient-elles les excès de l'autoritarisme. La remarquable convergence de tous les systèmes de gouvernement du début des années 1990 en faveur de la démocratie libérale et sa généralisation avaient en effet fini

⁶ - Pays le plus peuplé d'Afrique, le Nigeria vit de sa rente pétrolière et connaît une compétition effrénée autour du partage des prébendes de l'Etat. Les élections y font figure de mascarade et cachent mal un système de gouvernement et de parrainage, le *godfatherism*, qui repose sur la cooptation au sein des clientèles du pouvoir. Les Nigériens ne sont pas dupes et ne croient plus aux mérites de la démocratie, qu'ils appellent ironiquement *democracy* : « la folie populaire » (Pérouse de Montclos, 2010 : 4). Sur ce cas de dévoiement du processus électoral au Nigeria, W. Alade Fawole, « Voting without choosing : interrogating crisis of « electoral democracy » in Nigeria, in Tukumbi Lumumba-Kasongo, 2005, p.149- 171.

⁷ - Lire Ibrahim Mouiche, « Multipartyism and 'big man' democracy in Cameroon: 1990-2011 » in Jon Abbink (edited by), 2012, p. 217-244.





par faire penser que le continent africain était entré irréversiblement dans la galaxie des pays démocratiques. Il n'est pas un pays africain qui ne se réclame de la démocratie, à l'exception de la Libye de Kadhafi qui lui avait délibérément tourné le dos. Mais les développements politiques ultérieurs et l'épreuve de la réalité, sont venus rappeler aux plus enthousiastes que ces transitions démocratiques sont encore «fondationnelles» et donc susceptibles d'évolutions réversibles, voire régressives (Guèye, 2009 : 6 ; Dodzi Kokoroko, 2009 : 115).

Le déplaçonnement du nombre de mandats présidentiels constitue un autre coup de boutoir contre l'Etat de droit et la démocratie. Au début du renouveau démocratique, la plupart des pays africains avaient opportunément inscrit dans leur Constitution la limitation des mandats du président de la République à deux. L'histoire politique de l'Afrique instruit qu'un très long séjour à la tête d'un Etat conduit souvent à la personnalisation et à la patrimonialisation du pouvoir, voire à la tentation de se choisir un dauphin accommodant. Si certains pays ont respecté cette option (Cap-Vert, Mali, Bénin, Nigeria, Ghana), beaucoup d'autres en revanche l'ont abrogée de leur Constitution (Niger, Guinée, Togo, Cameroun, Gabon, Congo...). La dernière révision constitutionnelle dénonçant la limitation du nombre de mandats présidentiels, celle qu'a opérée l'Algérie en novembre 2008 seulement, est révélatrice du «nouvel » état d'esprit de nombreux chefs d'Etat africains⁸. De même, avec l'abus de position dominante des partis au pouvoir, généralement des ex-partis uniques redevenus ultra-dominants, la tentation est grande pour les majorités parlementaires en Afrique d'instrumentaliser les règles normatives du jeu démocratique pour conforter leur domination et produire des textes « sur mesure », c'est-à-dire à leur seul profit. En effet, les règles normatives sont soumises aux aléas de la conjoncture politique, édictées ou modifiées unilatéralement par la majorité au pouvoir selon les intérêts du moment. Faut-il, dans ces conditions, s'étonner si les codes et les résultats électoraux font souvent l'objet de contestations de la part des oppositions? Cette situation conduit régulièrement à des révisions intempestives qui remettent en cause la stabilité des règles du jeu.

Au Burkina Faso par exemple, « chaque élection présidentielle ou législative a toujours été précédée d'au moins une révision du code électoral. L'absence de consensus, la précipitation et l'absence de réflexions approfondies conduisent bien souvent à des relectures intempestives » (CGD, 2008). En Zambie, à l'approche des élections nationales, le gouvernement sortant du Président Frederick Chiluba avait adopté des amendements à la constitution imposant de nouvelles conditions aux candidats à l'élection présidentielle. A l'approche des élections nationales de Côte d'Ivoire en 2000, c'est un cadre électoral également partisan qui a amené un important segment de la population à se sentir privé de ses

⁸ - Lors du sommet US-Afrique d'août 2014, le président Obama n'a pas raté l'occasion de dissuader les dirigeants africains de modifier la Constitution de leurs Etats pour se maintenir au pouvoir, un clin d'œil au président du Faso, dont les thuriféraires envoient depuis quelques temps les signaux pour l'amendement de la clause constitutionnelle de limitation de mandats présidentiels, pour permettre à leur mentor de se représenter en 2017.



droits civiques en raison de son appartenance ethnique ou régionale et de son identité. Dans beaucoup de pays africains, on continue de constater des tentatives de maintien d'un régime d'homme fort par des révisions de la constitution.

A côté de ces insidieuses manipulations électorales, il faut ajouter l'occurrence des coups d'Etat⁹, nonobstant le fait que depuis l'adoption de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance le 30 janvier 2007, en passant par la Déclaration sur le cadre pour une réaction de l'OUA face aux changements anticonstitutionnels de gouvernement de 2000, l'Acte constitutif de l'Union africaine et le Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine de 2002, l'Union africaine (UA) a fait du rejet des changements anticonstitutionnels de gouvernement son cheval de bataille. Dans le continent, on assiste ainsi à la consolidation des régimes qui ne sont ni de dictatures militaires, ni vraiment de démocraties parlementaires. Les élections en Afrique actualisent ainsi deux idées majeures : le temps de la démocratie, sanctionné par la célébration du nouveau constitutionnalisme, et le temps de l'autoritarisme, marqué par une détermination inouïe de nombreux dirigeants en place à combattre le principe de l'alternance par le recours à la fraude électorale pour assurer leur pérennité au pouvoir.

3- Quels prérequis pour consolider la démocratie en Afrique ?

Malgré la mauvaise presse qu'affichent les élections africaines, quelques pays sont parvenus à tenir une série d'élections réussies. L'Afrique du Sud et le Botswana par exemple ont confirmé leur position parmi les démocraties les plus stables d'Afrique, en ayant à plusieurs reprises organisé des élections libres et transparentes sans assistance extérieure. En Afrique de l'Ouest, le Ghana s'affiche de plus en plus comme un bastion de la démocratie. Le Ghana finance entièrement son processus électoral ; à la présidentielle de 2008, ce pays a connu une deuxième passation de pouvoir paisible entre partis politiques. Même le Mali, un des pays économiquement le moins développés d'Afrique, s'illustre par une tradition d'élections paisibles et démocratiques, démontrant qu'un pays ne doit pas nécessairement être riche pour

⁹ - C'est le Niger qui ouvre le bal dès 1996 avec l'interruption du processus démocratique au Niger par le coup d'Etat du colonel Baré Maïnassara. Ce mode de prise du pouvoir s'est amplifié depuis et ne laisse pas de frapper l'Afrique, en dépit de sa condamnation formelle par l'UA et les organisations africaines sous-régionales. La question militaire est ainsi redevenue prégnante pour le devenir de l'Afrique. Au cours de la seule année 1999, des coups de force sont intervenus en Côte d'Ivoire, en Sierra Leone, au Niger et en Guinée-Bissau. Le 6 août 2008, c'est le tour de la Mauritanie avec le renversement du président démocratiquement élu, Sidi Ould Cheikh Abdallahi. Le 23 novembre de la même année, une partie de l'armée a tenté de prendre le pouvoir par la force en Guinée-Bissau après la publication des résultats des élections législatives. La RCA a connu deux coups d'Etat depuis la restauration du multipartisme dans ce pays, respectivement en 2003 et 2013 et le Mali, avec le renversement du président ATT le 23 mars 2012. Il est à craindre que l'Afrique ne soit en train de s'installer dans un nouveau cycle de coups d'Etat militaires, hypothéquant ainsi la marche qu'elle a entamée dans la voie de la démocratisation.





être démocratique¹⁰. Tous ces pays peuvent servir de boussole pour la région mais aussi comme espoir pour l'avenir démocratique en Afrique. Cela dit, nulle part en Afrique, les élections aussi libres et transparentes soient-elles, ne doivent être tenues pour acquies, ce, y compris les Etats où le progrès démocratique semble le plus sûr. Avant les élections désastreuses de 2007, le Kenya était considéré comme l'un des Etats les plus démocratiques d'Afrique de l'Est ; pourtant, ces consultations montrèrent aux yeux du monde combien la démocratie kenyane était fragile. Le Ghana aurait pu suivre la même voie en 2008, si les protagonistes du processus électoral, principalement la Commission électorale et la communauté internationale, fort de ce précédent kenyan, n'avaient pris des mesures fortes pour parvenir à une élection pacifique. De fait, quel que soit le pays africain considéré, la consolidation démocratique reste relative ; en conséquence de cela, les processus électoraux doivent être suivis partout en Afrique et l'assistance doit être fournie où elle est nécessaire (Cyllah, 2010 : 4).

Tout ceci pose la nécessité de la consolidation de l'ordre démocratique dans notre continent. Pour y parvenir, nos institutions se doivent d'être réformées pour mieux assurer leur intériorisation par les populations et les protagonistes des processus électoraux. Au nombre de ces réformes, la société civile, les partenaires bilatéraux et multilatéraux, observateurs des élections en Afrique (y compris l'Union Africaine, l'Union Européenne, le Commonwealth, l'Organisation de la Francophonie, etc.) en ont dressé la liste. Celles-ci concernent entre autres, les commissions électorales, l'équilibre des pouvoirs au sein des Etats, le secteur de sécurité, les médias, les partis politiques, etc. afin que chacun de ces maillons puissent jouer pleinement son rôle dans le processus électoral¹¹. Mais comme c'est sur les institutions mises en place et les nouvelles règles du jeu que les analyses insistent sur la consolidation, c'est le lieu de rappeler au risque de revenir sur ce qui a été souligné à l'introduction sur le dispositif juridico-institutionnel de gestion des élections en Afrique, qu'en dépit des péripéties conjoncturelles, ce continent a déjà fait des progrès importants dans le processus de fiabilisation des scrutins et l'avènement progressif d'élections justes et transparentes. Pour autant, tous les pays n'en sont pas logés dans la même enseigne.

¹⁰ - Il est vrai qu'en 2012, le Mali a connu un coup d'Etat, mais les causes de ce putsch étaient ailleurs que dans le processus électoral.

¹¹ - Les activités qui gravitent autour des élections tendent à mettre en lumière des problématiques diverses, comme par exemple : la liberté d'association (lorsque les citoyens et les candidats participent à la campagne à travers le pays), l'indépendance et l'impartialité de l'autorité judiciaire (qui est susceptible d'être appelée à se prononcer sur d'éventuelles contestations des élections et doit rassurer les citoyens sur l'existence d'un recours juste et équitable par des moyens non-violents), le professionnalisme et la neutralité de l'armée, de la police et des autres forces de sécurité, et la foi des citoyens dans les débats civils et la tolérance de points de vue divergents. Lorsqu'elles sont mal organisées, les élections aggravent les tensions et peuvent enflammer les conflits dans les sociétés en pleine transition dotées d'institutions fragiles (Fomunyoh, 2009 : 5).



Revenons encore sur les théories de la consolidation : c'est l'existence même de nouvelles règles et institutions qui suscitent autour de celles-ci le « consensus social », constitutif de la consolidation démocratique, d'où l'idée d'« habitude » ou d'« assimilation », notions fort différentes de celle de « culture politique » qui implique qu'un tel consensus soit le résultat d'une disposition intergénérationnelle, constituée dans le long terme, invariante et enracinée dans les structures de socialisation pré-politique. Dans le cas africain, cette habitude fait largement défaut, conséquence d'une absence de culture politique parmi les acteurs du processus électoral. La consolidation démocratique est d'abord et avant une question d'attitudes et de comportements ; aussi bien les élites que les masses doivent s'imprégner des principes démocratiques. En d'autres termes, il ne peut pas avoir de démocratie sans démocrates. L'apprentissage de la démocratie demande donc du temps et doit encore vaincre des résistances multiformes dans notre continent. Quelques faits sont là pour attester du rôle de la culture démocratique des acteurs politiques africains pour la consolidation ou non de la démocratie.

Le succès des élections au Libéria (2005), en Sierra Leone (2007) et au Ghana (2008) est attribué en grande partie à l'indépendance des commissions électorales de ces pays. Les résultats des urnes ont été acceptés par tous les partis au Libéria et en Sierra Leone (deux pays sortant de longues périodes de conflit) de même qu'au Ghana où la marge d'avance du candidat vainqueur était si mince qu'en cas de désaccord, elle aurait pu donner lieu à des contestations interminables susceptibles d'engendrer un conflit. Les organes chargés de la gestion des élections doivent être indépendants, aussi bien en termes de rôles et de responsabilités que des ressources allouées pour la tenue du scrutin (Fomunyoh, 2009 : 10). S'agissant du Ghana plus particulièrement, pour plusieurs auteurs la transition démocratique consolidée par l'alternance du pouvoir en 2008 s'explique dans ce pays par un consensus au sein de l'élite qui assure l'adhésion « aux règles du jeu ». Le Ghana se caractérise par deux traditions, Nkrumah et Danquah, « *that cut across social cleavages* » (Whitfield, 2009, p. 623). Les électeurs sont alors plutôt amenés à se prononcer sur des débats idéologiques qu'ethniques, puisque chacun des partis doit mobiliser des électeurs dans un environnement électoral très compétitif. Les élections ont donc moins tendance à polariser la société puisqu'on n'assiste pas à une personnalisation du pouvoir, mais plutôt à une instrumentalisation des partis. Chacun des partis comprend que même s'il perd une élection, sa base électorale lui permettra d'aspirer au pouvoir aux prochaines élections. Cependant, il ne faut pas croire que cela suffit en soi, puisqu'une fois au pouvoir, l'élite politique pourrait s'assurer qu'elle s'y maintienne. Pour qu'il y ait consolidation démocratique, il faut donc que l'élite politique soit en avant-garde du processus. Il a donc été crucial en janvier 2009 que le président Kufuor affirme qu'il allait se plier aux exigences constitutionnelles et d'inciter ses partisans à accepter le résultat des élections. Ainsi, même si le pays était en proie à des épisodes de violence avant et pendant l'élection, la situation parvint à se calmer en raison de l'appel du président (Languedoc, 2012 : 4).



Au plan institutionnel, dans la deuxième moitié des années 1990, tout un arsenal s'est développé comme une réaction ferme de l'OUA puis de l'UA contre les changements anticonstitutionnels. La Déclaration de Harare de 1997, ou mieux la position unanime de l'OUA condamnant le coup d'Etat perpétré en Sierra Leone contre le président démocratiquement élu (Ahmad Tejan Kabbah), marque la volonté des dirigeants africains de promouvoir l'accession au pouvoir par des moyens démocratiques en rapport avec la légalité constitutionnelle des Etats. A la suite de l'initiative de la CEDEAO, un embargo décrété contre le gouvernement anticonstitutionnel (avec l'appui des Nations Unies et surtout grâce à la campagne militaire menée par l'*Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group* (ECOMOG), le président démocratiquement élu a été réinstallé au pouvoir au début du mois de mars 1998. Cette volonté constitue le prolongement des obligations des Etats membres découlant des instruments des droits de l'homme en général et particulièrement de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, prescrivant le mode d'accession au pouvoir ; mais elle ne s'est plus jamais répétée. C'est ainsi que malgré la condamnation des changements anticonstitutionnels par l'Union africaine, la pratique démontre que les gouvernements déchus par la force ne rentrent pas au pouvoir même s'ils ont été démocratiquement élus, et ce, malgré l'action du Conseil de paix et de Sécurité (CPS). A titre purement indicatif, les coups d'Etat qui ont eu lieu au Mali et en Guinée-Bissau au cours de l'année 2012 ont été réglés non pas en faveur du retour au pouvoir des autorités déchues, mais par l'amorce d'une nouvelle légitimité constitutionnelle. S'agissant de Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance (CADEG), qui quand même, introduit de nombreuses innovations engageant les Etats africains, il y a lieu de relever que l'élan de ratification procède au ralenti. Certes, la Conférence de l'Union exhorte les Etats-membres à accélérer le processus de ratification ; mais nonobstant son entrée en vigueur depuis le 15 février 2012 à la suite du dépôt du quinzième instrument de ratification, l'état des ratifications piétine. Ce peu d'engouement pour la ratification de cet instrument conventionnel couplé avec la tradition africaine de non-respect des engagements souscrits, surtout en matière des droits de la personne, suscite des réserves quant à l'effectivité de cette Charte au sein des Etats africains (Kazadi Mpiana, 2012 : 103-104).

Conclusion

La démocratie exige une compétition pacifique pour la conquête du pouvoir ou des positions de pouvoir dans un Etat. Cette compétition politique pacifique est organisée sous forme de vote. L'organisation d'élections pour désigner les représentants du peuple a été consacrée par toutes les chartes constitutionnelles modernes. Même dans les monarchies parlementaires, le vote est devenu une pratique acceptée. Le vote est à la fois « un droit et une liberté, une garantie et un pouvoir » conférés aux citoyens. Il est aujourd'hui inadmissible de penser la démocratie sans l'organisation d'élections, qui en sont même le symbole. En Afrique, il existe tout un arsenal juridico-institutionnel pour la gestion pacifique, libre et transparente des





élections ; malgré ce dispositif, le bilan électoral reste mitigé dans ce continent, avec des élections imparfaites et déstabilisatrices de l'ordre politique, une faible alternance entre partis sans oublier la résurgence des coups d'Etat. C'est la conséquence d'un environnement peu réceptif à l'assimilation ou à l'habitude des normes et des institutions de gestion électorale et de civilisation des mœurs politiques. Car, la démocratie ne saurait être réduite à sa seule dimension juridico-institutionnelle. Elle est sans doute affaire de textes garantissant le bon fonctionnement de mécanismes pluralistes, réglementant l'équilibre des pouvoirs, ou encore assurant le respect des libertés. Mais elle est également affaire de pratique. En clair, pour qu'il ait consolidation, il faut une culture démocratique qui en est une composante essentielle; aussi bien les élites que les masses africaines doivent s'imprégner des principes démocratiques parce qu'il ne peut avoir de démocratie sans démocrates à même d'assimiler les normes et institutions de gestion des élections. A ce titre, contrairement aux travaux sur la consolidation qui mettent l'accent sur la seule institutionnalisation des normes, les élections, dans la perspective de la consolidation démocratique en Afrique, devraient de plus en plus orienter la réflexion contemporaine sur les moyens de l'appropriation par les sociétés africaines des compétitions électorales, non pas comme un simple rituel conçu à partir de règles et de procédures relatives à la légitimation du pouvoir politique, mais comme une étape d'un jeu politique démocratique et pluraliste.

Références bibliographiques

Blanquer (Jean-Michel), « consolidation démocratique? Pour une approche constitutionnelle» in Pouvoirs, no 98, 2001, p. 37-47.

Bratton (Michael) and van de Walle (Nicolas), 1997, *Democratic Experiments in Africa. Regime Transitions in Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press.

Centre pour la Gouvernance au Burkina Faso, 2008, L'alternance et les règles du jeu démocratique au Burkina Faso, CGD.

Colloque sur les Elections en Afrique, 11-14 Novembre 2009, *Meilleures Pratiques et Collaboration Transectorielles, Rapport Final*, Accra, Ghana.

Cyllah (Almami I.), 24 March 2010, *Democracy and Elections in Africa. Recent Trends and the Role of the International Community*, IFES,

Diallo (Massaër), « Rôle et responsabilités des partis politiques dans la construction de la démocratie et la paix en Afrique de l'Ouest » in Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, Novembre 2005, *La construction de la paix et de la démocratie en Afrique de l'Ouest*, Cotonou, Actes du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, p. 33-42.





Diamond (Larry) and Morlino (Leonardo) (edited by), 2005, *Assessing the quality of Democracy*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press and National Endowment for Democracy.

Diamond (Larry) & Plattner (Marc F.) (Edited by), 2001, *The Global Divergence of Democracies*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press.

Ducatenzeiler (Graciela), 2001, « Nouvelles approches à l'étude de la consolidation démocratique », *Revue internationale de politique comparée*, no 2, vol. 8, p. 191-198.

Fawole (W. Alade), 2005 « Voting without choosing : interrogating crisis of 'electoral democracy' in Nigeria » in Lumumba-Kasongo (Tukumbi) (ed), *Liberal Democracy and its Critics in Africa. Political Dysfunction and the Struggle for Social Progress*, Dakar, Codesria book series in association with Zed books, London/New York.

Fomunyoh (Christopher), Juillet 2009, *Médiation des Conflits Electoraux*, Lausanne, Centre for Humanitarian Dialogue, Document de Référence.

Gazibo (Mamoudou) et Jenson (Jane), 2004, *La politique comparée. Fondements, enjeux et approches théoriques*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

Guèye (Babacar), 2009/2, « La démocratie en Afrique : succès et résistances » in *Pouvoirs*, - n° 129, p. 5-26.

Guilhot (Nicolas) et Schmitter (Philippe), 2000, « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des democratization studies » in *Revue française de science politique*, 50e année, n°4-5, pp. 615-632.

Hounkpe (Mathia) et Madior Fall (Ismaila), janvier 2010, *Les commissions électorales en Afrique de l'Ouest : analyse comparée*, Friedrich-Ebert-Stiftung, Bureau Régional, Abuja,

Kazadi Mpiana (Joseph), 2012, « l'Union africaine face à la gestion des changements anticonstitutionnels de gouvernement » in *Revue québécoise de droit international*, 25.2, pp. 101-141.

Kokoroko (Dodzi), 2009, « Les élections disputées : réussites et échecs » in *Pouvoirs*, no 129, p. 115-125.

Languedoc (Michaël), *Consolidation démocratique et fracture de la société par les élections : le cas de la Côte d'Ivoire et du Ghana*, Université d'Ottawa.
<http://sciencessociales.uottawa.ca/sites/default/files/public/fra/documents/2012HiverParkerali asLanguedoc.pdf>. Consulté le 10 août 2014.





Moctar Diallo (Amadou), 2011, « Penser la démocratie au-delà des élections » in *Éthique publique*, vol. 13, no 2, p. 1-5.

Morlino (Leonardo), 2001/2, « Consolidation démocratique : la théorie de l'ancrage »,

Revue internationale de politique comparée, Vol. 8, p. 245-267.

Mouiche (Ibrahim, « Multipartyism and 'big man' democracy in Cameroon: 1990-2011» in Jon Abbink (edited by), 2012, *Fractures and Reconnections: Civic Action and the Redefinition of African Political and Economic Spaces. Studies in Honor of Piet J.J. Konings*, Berlin-Hamburg-Münster: Lit Verlag, p. 217-244.

Nova (Eszter), Summer 2011/2, « La crise économique et la consolidation démocratique. La vague inverse troisième ? » in *International Relations Quarterly*, vol. 2, no. 2, p. 1-10.

Pérouse de Montclos (Marc-Antoine), 2010, *Vers un nouveau régime politique en Afrique subsaharienne ? Des transitions dans l'Impasse*, Paris-Bruxelles, IFRI.

Rossatanga- Rignault (Guy), 2011, *Qui t'a fait roi ? Légitimité, élections et démocratie en Afrique*, Paris, Éditions Sépia.

Thiriot (Céline), 2002, « Rôle de la société civile dans la transition et la consolidation démocratique en Afrique : éléments de réflexion à partir du cas du Mali » in *Revue internationale de politique comparée*, no 2, vol. 9, p. 277-295.

Wanyeki (L. Muthoni), 2008, « Lessons from Kenya: Women and the Post-Election Violence » in *Feminist Africa* 10: 91-97.

Yabi (Gilles), 2012, *Keeping the Peace in Electoral Conflicts: The Role of ECOWAS, UNOCI and the International Community in Côte d'Ivoire*, Center for International Peace Operations, Policy

